

La situation dans les Balkans

Christian Rakovsky

Source : «Avanti!», samedi 31 janvier 1914, p. 3. Traduction et notes MIA.

ROME, 29 janvier. Ces derniers jours, j'ai eu le plaisir de faire la connaissance de l'un de nos camarades les plus cultivés, actifs et intelligents des pays balkaniques : le docteur C. Rakovsky, délégué de la Roumanie au Bureau Socialiste International. Le camarade Rakovsky est un causeur des plus brillants et les lecteurs d'« Avanti ! » trouveront sans aucun doute ses propos extrêmement intéressants – surtout en ces temps de « tourmente balkanique » que nous traversons. Naturellement, j'étais surtout curieux d'apprendre quels avaient été les résultats des deux guerres¹ dans ces malheureux pays balkaniques, ravagés et dévastés. Et le camarade Rakovsky m'a déclaré à ce qui suit :

— En général, les résultats des guerres vont à l'encontre des buts pour lesquels les belligérants les engagent. L'alliance balkanique voulait la guerre, entre autres, pour échapper aux influences insidieuses de la Triple Alliance². Or, il s'est passé exactement le contraire : les deux guerres ont fini par renforcer l'influence de la Triple Alliance, et particulièrement de l'Autriche, dans les Balkans. De plus, la guerre a disloqué le bloc balkanique, qui barrait à l'Autriche la route vers Salonique, et a créé une prétendue Albanie autonome, que l'on peut considérer comme une première hypothèque austro-italienne sur les territoires balkaniques.

Même en Roumanie, l'Autriche, bien qu'impopulaire dans l'opinion publique parce qu'elle – ou plutôt la Hongrie – détient la Transylvanie roumaine, exerce une grande influence dans les milieux officiels. La Bulgarie, quant à elle, guette l'heure propice pour se jeter sur la Roumanie, afin de prendre sa revanche et lui reprendre sans coup férir les deux provinces annexées après la dernière guerre.

L'Autriche pèsera aussi plus que jamais sur le destin de la Serbie à l'avenir, car celle-ci doit désormais se méfier autant des Bulgares que des Albanais. La Russie, qui avait voulu l'alliance balkanique pour la guerre et avait encouragé celle-ci, a vu son influence diminuer dans les Balkans en conséquence de cette même guerre. En Bulgarie, par exemple, l'influence de la Russie est désormais nulle : preuve en est, entre autres, que lors des dernières élections, le parti russophile dirigé par Danev n'a obtenu qu'un seul siège, tandis que les socialistes en ont conquis 37. Ce déclin est aussi attesté par les intrigues qui se trament à Saint-Pétersbourg pour attirer la Bulgarie, en lui faisant comprendre que la voie pour trouver de l'argent à Paris... passe par Saint-Pétersbourg !

1 La Première guerre des Balkans, (octobre 1912 – mai 1913) opposa la Ligue balkanique (Serbie, Bulgarie, Grèce et Monténégro) à l'Empire ottoman. Les Turcs furent vaincus et, par le Traité de Londres du 30 mai 1913, ils durent renoncer à leurs anciennes possessions européennes, l'empire ottoman ne gardant plus sur le continent qu'un territoire réduit autour de Constantinople. La Seconde guerre balkanique débuta en juin 1913 et opposa la Bulgarie à la Serbie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie, elle s'acheva par le traité de Bucarest du 30 juillet 1913.

2 La Triple Alliance incluait à l'époque l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Cette dernière s'en détacha par la suite.

Cependant, pour nous socialistes, le discrédit dans lequel sont tombés les fameux « grands mécènes européens » des Balkans est une véritable aubaine : les déceptions accumulées par le peuple bulgare sur cette voie l'orienteront de plus en plus vers l'élément socialiste et républicain. Nous en avons déjà eu une preuve éloquente lors des dernières élections : sur 200 députés à la Sobranje, les socialistes ont remporté 37 sièges, et les agrariens, aux sentiments radicaux et républicains, 47.

Le socialisme dans les pays balkaniques

— Quelles sont les nouvelles du mouvement socialiste dans les pays balkaniques ?

— Je suis heureux de vous dire que le succès du socialisme en Bulgarie n'est pas isolé. Dans les autres pays balkaniques aussi, nous voyons nos forces se développer, surtout après les horreurs de la guerre. Lors des prochaines élections politiques, je peux vous l'assurer, les socialistes serbes obtiendront des succès comparables à ceux de nos camarades bulgares.

En Roumanie, malheureusement, nous avons un système électoral restrictif, comme en Prusse, et nous ne pouvons donc pas espérer obtenir un nombre de sièges proportionnel à notre force numérique. Mais les idéaux socialistes et l'idée d'une fédération républicaine des pays balkaniques se répandent chez nous aussi.

— Votre programme minimum reste donc toujours centré sur ces aspirations républicaines ?

— Oui, nous avons comme objectif immédiat, dans tous les pays balkaniques, l'établissement d'une Confédération républicaine égalitaire. C'est la seule formule capable de nous défendre contre l'impérialisme des grandes puissances et contre celui de nos propres gouvernements.

La Confédération balkanique, que certains gouvernements, comme ceux de Rome et de Vienne, prétendaient défendre il y a quelques années, n'est qu'une combinaison diplomatique hypocrite, conçue pour sauver les dynasties régnantes et barrer la route aux idéaux républicains et socialistes. Les dynasties des Balkans ont créé des castes bureaucratiques et se sont transformées en véritables oligarchies, intéressées par une politique de conquête et d'aventure, alimentant un parasitisme vorace aux dépens des budgets publics. Il est donc essentiel que les pays balkaniques se défendent non seulement contre les ingérences cupides des grandes puissances, mais aussi contre leurs propres dynasties et oligarchies.

Seule une démocratie fondée sur l'égalité politique absolue de tous les citoyens peut résoudre la question balkanique et prévenir la reproduction funeste des guerres, qui, en plus de tout le reste, renversent les buts mêmes qui les ont provoquées.

Les ruines après la guerre

— Quel est le bilan de la guerre ?

— Il est désolant ! La Bulgarie a certainement supporté les plus grands sacrifices pour la guerre. Elle a eu 41 000 soldats tués, 100 000 blessés, dont plus de 20 000 mutilés. La Bulgarie du Sud a été complètement ruinée par la guerre. La dette publique bulgare est passée de 700 millions à 1 milliard 700 millions ! En outre, la Bulgarie a perdu une partie de ses propres territoires et – ironie du sort – les populations qui avaient fourni les milices les plus vaillantes pendant la guerre (proclamées « héroïques »), sont désormais soumises à la Roumanie. Et quel sort attend ces Bulgares ? Ils sont devenus la proie des boyards (féodaux) roumains ! Sous la Bulgarie, ils avaient le suffrage universel et la représentation proportionnelle. Devenus roumains, ils ont perdu tout cela et sont soumis à un régime d'exception. Le gouvernement roumain a fermé toutes les écoles bulgares, supprimé tous les journaux bulgares et interdit l'entrée des journaux de Bulgarie dans ses nouvelles provinces. Ces

mêmes nouveaux sujets qui avaient été poussés à la guerre par les mensonges du gouvernement bulgare, pour « émanciper leurs frères macédoniens du joug turc odieux » !

En Roumanie, il existe un journal roumain traduit en bulgare intitulé « *Dobroudja* ». Mais si cette publication est autorisée en Roumanie, le gouvernement en interdit la diffusion en Silistrie, c'est-à-dire dans les nouveaux territoires arrachés à la Bulgarie, sous prétexte que... la traduction n'est pas exacte !

En Roumanie, la condition des paysans rappelle celle de l'Europe avant la grande Révolution française. Les paysans sont traités comme du bétail par un régime hypocritement moderne, mais en réalité fondé sur la féodalité.

La Serbie non plus n'a guère gagné à la guerre. Il est vrai qu'elle a annexé des territoires, mais elle a perdu 60 000 hommes, morts ou blessés ! En Serbie, la misère est aujourd'hui encore plus effroyable qu'en Bulgarie.

La Macédoine sera le tombeau de la Serbie, en ce sens que pour conserver ce territoire, la Serbie devra dépenser des sommes énormes. Le ministre de la Guerre vient justement de démissionner parce qu'il avait présenté un budget – toujours pour défendre le « précieux » territoire macédonien – trois fois plus élevé que le précédent. Les Macédoniens, comme on le sait, sont en grande partie bulgares, albanais et turcs ; mais pour l'instant, ils s'entendent à merveille pour guetter le moment propice pour se soulever contre l'opresseur serbe !

— Et les fameuses « atrocités » que Bulgares, Serbes, Turcs et Grecs s'accusaient mutuellement d'avoir commis pendant la guerre, qu'en est-il vraiment ?

— Oui, elles ont bien eu lieu, et de manière effroyable. Certes, on a cherché à discréditer des peuples entiers à travers elles, alors qu'elles ne peuvent discréditer que la guerre et le militarisme. Mais elles ont existé. L'organe socialiste serbe, le « *Radničke Novine* », a mené une campagne courageuse contre les massacres d'Albanais par les Serbes. Les Bulgares, quant à eux, ont noyé des prisonniers à Andrinople, et les Grecs en ont fait autant à Salonique. Tous de véritables chevaliers de la civilisation, ces guerriers !

La guerre roumaine contre... le mobilier des Bulgares!

— Les Roumains avaient bien envie d'imiter les autres guerriers, mais il leur manquait un ennemi ! Pourtant, bien qu'ils n'aient rencontré aucune résistance lors de leur marche, ils ont fait de leur mieux pour prouver que le brigandage est inséparable de toute guerre. Ils ont pillé portes et fenêtres dans les villes bulgares qu'ils devaient annexer, et n'ont même pas épargné les casernes, si bien qu'après l'annexion, le gouvernement roumain a dû dépenser des sommes considérables pour réparer ce vandalisme militariste.

Comme il n'y avait pas d'ennemi à affronter... parce qu'il n'y en avait pas, les guerriers roumains, dès qu'ils entraient dans une ville, cherchaient... la caisse, et la vidaient.

Malgré cette guerre sans ennemi, le peuple roumain en a déjà payé la folie au prix fort. Nous avons eu 6 000 victimes du choléra, et peut-être même 10 000. Nous avons gaspillé un demi-milliard en dépenses militaires, et maintenant la Roumanie aussi est entraînée dans l'enfer du jeu des combinaisons balkanique, qu'elle avait évité jusqu'ici. Mais voilà : pour la Roumanie, la conquête aura des conséquences sociales absolument imprévues et non désirées par les conquérants. Dans les nouvelles provinces, où le gouvernement bulgare avait instauré le suffrage universel, le gouvernement roumain ne pourra pas maintenir longtemps la privation des droits civiques. Mais en les accordant à ces provinces, il devra nécessairement les étendre à toute la Roumanie, qui en est actuellement privée. De plus, les paysans bulgares des territoires annexés ont maintenant répandu parmi les paysans

roumains l'aspiration à la terre, dont ces derniers sont privés. Ainsi, sous l'action corrosive de ses nouveaux sujets, la bourgeoisie roumaine sera obligée de renoncer enfin à son régime féodal.

Pendant la dite guerre bulgare-roumaine, des épisodes tout à fait singuliers se sont produits, qui montrent l'ironie profonde de la soi-disant mission civilisatrice des conquérants. En l'occurrence, les conquis, les Bulgares, étaient bien plus civilisés que leur conquérant ; il est même souvent arrivé que les officiers roumains, entrant dans les villes bulgares de la Silistrie, exprimèrent leur profonde stupéfaction devant le fait que là-bas, les bâtiments les plus somptueux n'étaient pas les casernes, mais bien les écoles !

Les inconnues de l'avenir

— Et maintenant, que va-t-il se passer dans les Balkans ?

— Je ne voudrais pas jouer au prophète, mais l'équilibre créé par la guerre est instable. Nous sommes plus que jamais les jouets de la politique de la Russie et de l'Autriche, qui sont depuis toujours les principales instigatrices des troubles dans les Balkans. Et on constate à présent l'apparition de l'Italie en Albanie, ce qui constitue un nouveau foyer d'inquiétude.

Si ces Puissances finissent par se mettre d'accord, il y aura un partage des Balkans. Nous avons déjà connu des précédents dans ce sens : en 1876, la Russie et l'Autriche sont parvenues à s'entendre, ce qui a conduit à l'occupation de la Bessarabie par la Russie et, plus tard, de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche. Ainsi, la Serbie et la Roumanie furent poussées vers le sud et, avec les autres pays balkaniques, obligées de resserrer toujours plus l'étau de leurs animosités, d'où jaillirent ensuite des conflits armés funestes.

Je crois, hélas, qu'une nouvelle guerre balkanique éclatera. La Bulgarie ronge son frein et attend l'heure de sa revanche. La Turquie, de son côté, se prépare à revenir en force en Égée, en Macédoine et en Albanie, et il ne lui sera pas difficile d'y parvenir, car son principal ennemi, la Bulgarie, est maintenant son alliée. On dit même qu'il existe déjà un traité secret turco-bulgare, et qu'il y aurait aussi une entente gréco-serbo-roumaine.

Entre la Roumanie et la Bulgarie, il y a de la rancœur, et les prétextes ne manqueront pas pour les pousser à nouveau à tirer l'épée. Il est certain que dans ce cas, si une nouvelle guerre éclate, l'Autriche, la Russie et l'Italie interviendront, sous prétexte de pacification, pour promouvoir un partage général, transformant le brigandage en... vertu !

La question des îles

— Et que dit-on dans les Balkans de notre politique en mer Égée ?

— Les îles que l'Italie a occupées, si l'on se place du point de vue du droit des nationalités, devraient revenir à la Grèce. Les populations de ces îles sont grecques,— ce sont même les seules populations véritablement grecques, car celles de la Grèce proprement dite sont en grande partie albanaises et slaves. Et la Turquie rétorque : « Puisqu'il y a des centaines de milliers de Turcs sous domination grecque, quel mal y a-t-il à ce que j'aie moi aussi des sujets grecs ? »

La solution de la question des îles ne peut être séparée de celle de la vaste et complexe question balkanique. Et celle-ci, je le répète, ne pourra avoir une solution conforme au droit des nationalités et aux exigences de la paix internationale et de la civilisation que par la constitution d'une Confédération républicaine égalitaire de tous les pays balkaniques.

Nous organiserons bientôt un congrès de tous les socialistes de ces pays pour donner une orientation unique et vigoureuse à notre action. Et nous comptons sur les camarades d'Europe, qui ne

doivent jamais se lasser de dénoncer la politique de conquête de leurs gouvernements et celle de la nationalisation forcée, hypocrite et arrogante, prônée par les nationalistes de tous les pays d'Europe.

La paix dans les Balkans ne naîtra que d'un pacte sincère : tous ensemble pour la liberté !